

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2017

Volume XVIII

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

DONALD TRUMP, LES ETATS-UNIS ET LE RETOUR DE L'HISTOIRE

PAR

BENJAMIN HADDAD (*)

« Les globalistes ont étripé la classe ouvrière américaine pour créer une classe moyenne en Asie. Les Américains veulent arrêter de se faire baiser. Si nous obtenons des résultats, nous aurons 60% du vote blanc et 40% du vote noir et hispanique et nous gouvernerons pendant 50 ans. »

Steve Bannon,
chef de campagne de Donald Trump (1)

Après avoir gracieusement remercié les Obama de leur aide dans la transition du pouvoir au cours de sa cérémonie de serment le 20 janvier 2017, le nouveau président des Etats-Unis Donald Trump donna une tonalité plus combative à son discours (2) : « *La cérémonie d'aujourd'hui, cependant, a une signification très spéciale. Parce qu'aujourd'hui nous ne transférons pas seulement le pouvoir d'une administration à une autre ou d'un parti à un autre ; nous reprenons le pouvoir de Washington DC et le rendons à vous, le peuple américain* ». La suite du discours fut une répétition brève – environ vingt minutes – des grands thèmes populistes qui ont marqué la campagne du nouveau Président : maîtrise des frontières et de l'immigration (« *Nous avons défendu les frontières d'autres pays, mais refusé de défendre les nôtres* ») ; protectionnisme commercial (« *Nous devons protéger nos frontières des ravages d'autres pays qui fabriquent nos produits, volent nos entreprises et détruisent nos emplois. La protection mènera à une grande prospérité et nous rendra forts* ») ; nationalisme et rejet de l'*identity politics* (3) (« *Que nous soyons noirs, bruns ou blancs, le même sang rouge des patriotes coule dans nos veines, nous chérissons les mêmes libertés, nous saluons le même drapeau américain* »). Tournant le dos au « carnage

(*) Chercheur à l'Hudson Institute (Etats-Unis).

(1) Entretien au *Hollywood Reporter*, 18 nov. 2016.

(2) Maison-Blanche, « The inauguration of the 45th President of the United States », disponible sur le site Internet www.whitehouse.gov/live/inauguration-45th-president-united-states.

(3) L'*identity politics* consiste en la formation de groupes d'intérêts politiques basés sur des liens communautaires, identitaires, sexuels, et leur expression comme tels dans le jeu démocratique.

américain », à la drogue, à la violence et au chômage qui ravagent le pays, à une classe politique qui « *parle beaucoup mais n'agit pas* », Donald Trump remet l'Amérique au premier plan avec le slogan « *America first* ».

Ceux qui pensaient qu'une fois élu il modérerait son discours, adopterait une posture plus « présidentielle » et rassembleuse se sont trompés à nouveau, après avoir prédit, sans succès, un « pivot vers le centre » du candidat après l'obtention de l'investiture du Parti républicain.

L'élection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis le 8 novembre 2016 ouvre une période d'incertitude sans précédent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale quant à l'équilibre institutionnel américain ainsi qu'au rôle des Etats-Unis sur la scène internationale. Les Américains ont élu un président remettant profondément en cause les piliers institutionnels et intellectuels qui fondent la puissance américaine depuis un demi-siècle. Cette victoire est un événement particulièrement frappant à de nombreux égards. Par son style, sa personnalité, son parcours mais aussi son message populiste et nationaliste, Trump rompt largement avec ses prédécesseurs ainsi qu'avec l'élite d'un Parti républicain dont il a forcé l'entrée durant la primaire. Au-delà de Trump lui-même, sa victoire, totalement inattendue par les experts (4) et commentateurs, dénote un échec spectaculaire de l'analyse. L'analyste doit se garder au maximum de toute subjectivité partisane. Or force est de constater qu'un rejet des idées et du discours brutal de Donald Trump a sans conteste induit en erreur nombre d'observateurs quant à son efficacité. Chaque nouvelle polémique durant la primaire a conduit les experts les plus chevronnés à prédire sa chute imminente.

La veille de l'élection, le *New York Times* (5), s'appuyant sur un agrégateur de sondages, donnait à Hillary Clinton 85% de chances de l'emporter. Le site référence « 538 » (6), du statisticien Nate Silver, fit preuve d'une plus grande prudence en donnant 28,6% de chances de l'emporter au candidat républicain, peut-être une façon de se rattraper de son erreur lors de la primaire où il annonça, dans un article détaillé (7) d'août 2015, les « *six étapes* » à venir de l'implosion de Trump. Ironie du sort, le résultat démontre en partie la validité du message sur le décalage entre les élites américaines et le reste du pays qui fut au cœur de la campagne de Trump. Ce dernier promit, dans les dernières semaines de campagne, de « *nettoyer le marécage* » de Washington. Dans la capitale fédérale, siège de l'administration et de très nombreux *think tanks*, *lobbies* et organes de presse, Hillary Clinton réunit 91% des suffrages contre 4% pour son adversaire républicain, alimentant aisément, aux yeux de l'observateur étranger, le sentiment d'une communauté vivant en vase clos.

(4) Cf. par exemple Stuart ROTHENBERG, « Trump's path to victory isn't narrow, it's non-existent », *Washington Post*, 18 oct. 2016.

(5) « Who will be President », *New York Times*, 8 nov. 2016.

(6) « Who will win the presidency », *fivethirtyeight.com*, 8 nov. 2016.

(7) Nate SILVER, « Donald Trump's six stages of doom », *fivethirtyeight.com*, 6 août 2015.

ACCIDENT DE L'HISTOIRE OU INTUITION HISTORIQUE ?

L'analyse est importante pour trois raisons : elle permet naturellement d'expliquer les ressorts d'une campagne ayant apparemment rejeté toutes les règles de la politique américaine. Par ailleurs, si gouverner n'est pas faire campagne, mieux comprendre la campagne, la vision et la personnalité de Trump est nécessaire pour mieux prévoir ce que sera la présidence Trump. Enfin, cette élection présage-t-elle de tendances plus profondes pour la démocratie américaine, voire le reste du monde ?

Pourquoi Donald Trump a-t-il gagné ? Coup de chance provoqué par des révélations de dernière minute sur l'interminable affaire des *e-mails* d'Hillary Clinton et l'annonce de la réouverture de l'enquête par le Federal Bureau of Investigation (FBI) ? Dysfonctionnement d'un système institutionnel qui a donné le vote populaire à Hillary Clinton (48,2% contre 46,1%) mais le collège électoral (306 contre 232) en faveur de Trump ? Influence du *hacking* russe, qui révéla les échanges privés, parfois embarrassants, de hauts responsables de l'équipe Clinton ? Dissémination de fausses informations (*fake news*) et autres théories du complot sur les réseaux sociaux, qui ont abusé l'électorat ? Une longue analyse du magazine *Vox* (8) expliquait après l'élection que « *tout avait compté* » et il serait naturellement impossible de tirer une explication unique de ce résultat inattendu. Nous défendrons cependant la thèse que cette élection n'est pas un accident de l'histoire, mais le résultat de la capacité d'une personnalité inédite à se saisir, mieux que ses adversaires, de circonstances politiques, sociales et économiques idoines.

Il faut bien sûr se garder de réécrire l'histoire en relisant toute la campagne à l'aune de la victoire finale, rationalisant *a posteriori* des polémiques, comme les passes d'armes virulentes avec une ex-Miss Univers ou avec les parents d'un vétérán musulman, dont Trump aurait bien pu se passer. Comme le rappelle l'économiste Nassim Taleb (9), il est tentant de voir la trace du génie humain dans des événements souvent liés au hasard. Un fond d'investissement peut battre le marché quelques années de suite, attirant des clients persuadés d'avoir trouvé la martingale financière, mais ses retours finiront par tendre vers la moyenne. Cependant, la prudence impose de reconnaître que Trump a été constamment sous-estimé à la fois dans son intuition politique, alors qu'il ne s'était jusqu'alors jamais présenté à une élection, ainsi que dans sa discipline et sa radicalité idéologique, puisqu'il n'a jamais cédé à l'orthodoxie du Parti républicain, n'a jamais dévié de ses messages-clefs (immigration, protectionnisme économique, sécurité) ni n'a recentré son discours en fonction d'analyses d'experts le mettant en garde contre un ton jugé trop clivant, voire raciste, pour une

(8) David ROBERTS, « Everything mattered: lessons from 2016's bizarre presidential election », *Vox*, 30 nov. 2016.

(9) Nassim Nicholas TALEB, « Fooled by randomness: the hidden role and chance in life and in the markets », Random House, 2001.

élection générale. Rappelons qu'à peine un mois avant l'élection, à la suite de la révélation d'une vidéo dévoilant des propos particulièrement crus et sexistes tenus par Trump en 2005, les médias spéculaient même (10) sur son retrait de la course et s'interrogeaient sur sa volonté réelle de l'emporter.

Et pourtant. Les mêmes observateurs répètent aujourd'hui les mêmes analyses : d'aucuns qu'il sera encadré par les Républicains du Congrès, qu'il a pourtant tous fait plier durant la campagne, d'autres que son indiscipline ou tempérament le perdront à chaque nouvelle polémique ou encore que l'homme d'affaires pragmatique prendra le dessus sur l'orateur populiste une fois au pouvoir. Au moment de l'écriture de ces lignes, il n'en est rien. Certes, les premières nominations en politique étrangère (Rex Tillerson, James Mattis) ou économique (d'anciens responsables de Goldman Sachs comme Gary Cohn ou Steve Mnuchin) semblent plutôt en phase avec une administration républicaine traditionnelle, du moins conservatrice et réaliste sur le plan international.

Le Président, dans la continuité de sa campagne, s'appuie cependant sur un groupe plus restreint de conseillers et proches à la Maison-Blanche. Le discours d'investiture fut vraisemblablement écrit par Steve Bannon, ancien directeur de la très droite revue en ligne *Breitbart* et idéologue du nationalisme économique de Trump. Dans des entretiens accordés à *Bild* (11) et au *Times* (12), le président Trump a réitéré son soutien au Brexit, prédisant d'autres sorties similaires, et a qualifié l'Alliance atlantique d'« *obsolète* ». Les premières mesures, comme l'abrogation du Traité de libre échange transpacifique ou l'annonce de la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) sont en phase avec le message protectionniste qui explique, selon Trump lui-même, sa victoire. Par ailleurs, les polémiques des premiers jours, sur le nombre de spectateurs à l'investiture et le discours devant la Central Intelligence Agency (CIA) montrent que le style de communication, pugnace et conflictuel, du Président et de son équipe ne varie guère de celui de la campagne.

Trump sera-t-il encadré par le pouvoir législatif ? Malgré un renforcement des pouvoirs exécutifs – dans le droit comme dans la pratique – au cours des deux dernières administrations, certains voient dans l'arrivée d'un président disposant de réseaux limités à Washington une opportunité pour une reprise en main de l'agenda législatif par le Congrès. Or le rapport de force sera largement déterminé par la dynamique politique au sein du Parti républicain, pour l'instant favorable au président nouvellement élu. Même les sénateurs les plus récalcitrants comme Lindsay Graham, John McCain ou Marco Rubio, proches de l'aile néoconservatrice interventionniste du Parti, ont fini par soutenir la nomination du président-directeur général

(10) « Donald Trump says he will not quit over video », BBC, 8 oct. 2016.

(11) « Es wird extreme Sicherheits-Checks geben », *Bild*, 15 janv. 2017.

(12) « Full transcript of interview with Donald Trump », *The Times*, 16 janv. 2017.

d'Exxon Mobil Rex Tillerson au poste de Secrétaire d'Etat, une validation ouvrant la voie à un dialogue renforcé avec Moscou.

Par ailleurs, tant que Donald Trump restera populaire auprès de la base du Parti républicain, il est peu probable que les membres de la Chambre des représentants, réélus tous les deux ans dans des circonscriptions souvent homogènes – et donc dépendant plus du vote de la primaire que de l'élection générale – se risquent à s'opposer à la Maison-Blanche. Avec une majorité au Sénat (52-48), à la Chambre des représentants (241-194) et la nomination prochaine d'un juge conservateur à la Cour suprême pour remplacer Antonin Scalia, décédé en 2016, Trump dispose pour l'instant de leviers considérables pour mettre en œuvre son programme. Dans l'opposition, le Parti démocrate devra remédier au vieillissement de ses cadres et à son retard considérable au niveau local. Après 8 ans passés à la Maison-Blanche, les Démocrates ne comptent que 16 gouverneurs et ne contrôlent que 12 parlements d'Etats (*State legislature*).

LA RÉVOLTE DU PARTI RÉPUBLICAIN : TRUMP CONTRE LE GOP

L'élément le plus surprenant de la campagne est probablement la victoire de Trump à la primaire du Parti républicain. En effet, une fois les candidats Trump et Clinton désignés, l'immense majorité des électeurs républicains et démocrates ont soutenu leur candidat. Trump a ainsi remporté les voix de 90% des électeurs s'identifiant comme républicains, Clinton légèrement moins pour le camp démocrate. Comme le note d'ailleurs le site « 538 » (13), cette identification partisane est nettement plus prononcée qu'il y a quelques décennies. En 1980, Reagan recueillit 30% des voix d'électeurs se prononçant démocrates et George H.W. Bush 17% en 1988. La victoire de Trump à la primaire du Parti républicain fut ainsi déterminante et représente une surprise pour plusieurs raisons. En général, malgré le système de primaires ouvertes, les candidats républicains finissent le plus souvent par être les favoris de l'*establishment* du Parti : George W. Bush, John McCain ou Mitt Romney pour ne citer que les plus récents. Bénéficiant de meilleurs réseaux et de moyens financiers plus importants, le candidat de l'*establishment* s'impose habituellement, après quelques surprises fréquentes dans les premiers Etats comme l'Iowa.

Deux ans avant l'élection, les paris portaient donc sur Jeb Bush, ancien gouverneur de Floride, parlant couramment espagnol, issu de la famille républicaine la plus influente, disposant des meilleurs stratèges électoraux et d'un Super PAC abondamment financé. Un modéré, populaire chez les Hispaniques, Bush devait permettre d'adoucir le message du Parti républicain après l'échec de 2012. Au-delà de Bush, les Républicains

(13) Harry ENTEN, « Demographics aren't destiny and four other things this election taught me », 538, 14 nov. 2016.

étaient persuadés de bénéficier d'un grand nombre de candidatures de qualité : le jeune sénateur hispanique de Floride Marco Rubio, le libertarien Rand Paul, le conservateur Ted Cruz, etc. A ce choix de candidats devait s'associer un programme renouvelé. Dans un document de 2013 intitulé *Growth and Opportunity Project* (14) – souvent qualifié de « *post mortem* » de l'élection de 2012 –, les cadres du parti ont estimé que les Républicains n'avaient pas su s'adapter à l'évolution de la démographie du pays. « *D'ici à 2050, nous serons une majorité de minorités et en 2008 comme 2012, le président Obama a remporté 80% du vote combiné des différentes minorités* », rappelait le président du Parti Républicain, Reince Priebus – aujourd'hui, non sans ironie, directeur de cabinet de Trump –, lors de la publication du rapport. Alors que Mitt Romney avait perdu malgré le soutien de 62% des hommes blancs, le document préconisait dès lors de soutenir une réforme du système d'immigration, de s'ouvrir aux minorités et aux homosexuels et de corriger l'image d'un parti de riches.

Le décalage fut dès lors brutal lorsque Trump entra dans la campagne en traitant les immigrés clandestins hispaniques de « *violeurs* » et d'« *assassins* », exigeant la construction d'un mur à la frontière financé par le Mexique. Ridiculisant un à un ses adversaires (« *low energy Jeb* », « *Little Marco* »), attaquant les journalistes et raillant le politiquement correct, Trump joua de son statut de milliardaire et star de la télé réalité pour vanter son indépendance financière et son expérience. Au zénith de sa popularité, son émission « *The Apprentice* » attirait en moyenne 28 millions de spectateurs (15), plus que chacun des débats démocrates ou républicains de la primaire – malgré leurs scores record.

Jouant le milliardaire repenté, Trump put aisément témoigner de la corruption du système politique puisqu'il y contribua lui-même. « *Sinon, ils ne répondent pas au téléphone* », se justifie-t-il lors du premier débat lorsqu'il est interrogé sur ses dons à des personnalités politiques de tous bords au cours de l'un des échanges les plus marquants de son entrée en campagne. Ses adversaires pensent le piéger en soulignant ses dons à Hillary Clinton quelques années plus tôt ? « *Elle est venue à mon mariage* », répond-il, provoquant l'hilarité du public et lançant déjà une pique à sa prochaine adversaire. Alors que ses adversaires républicains se rendent à la convention des frères Koch, philanthropes milliardaires des causes conservatrices, pour demander leur soutien (16), Trump met en avant l'autofinancement de sa campagne. Ce que les médias ont souvent vu comme une tendance indisciplinée à la polémique inutile a été interprété comme un signe de liberté par ses partisans.

Il faut avoir vécu cette période aux Etats-Unis pour mesurer l'emprise quasi hypnotique que le style Trump, nous y reviendrons, provoqua au sein

(14) Cf. le site Internet goproject.gop.com/.

(15) Paul BERMAN, « Trump and the joys of hatred », *Tablet*, 7 déc. 2015.

(16) Kenneth P. VOGEL, « Koch brothers summon Bush, Cruz, Walker, Rubio, to SoCal confab », *Politico*, 27 juil. 2015.

des médias pendant la campagne. Le 3 mars 2016, la chaîne d'information CNN préfère par exemple filmer, en continu pendant 30 minutes, le podium vide de Donald Trump qui doit venir prononcer un discours de réponse aux attaques de Mitt Romney, plutôt que de couvrir ses adversaires. A la fin de la campagne, Trump aura dépensé 531 millions de dollars contre 969 millions pour Hillary Clinton. Il a cependant bénéficié d'une couverture médiatique gratuite largement supérieure à celle de ses adversaires. Le *New York Times* (17) évalue ainsi en mars 2016 à 2 milliards de dollars la publicité gratuite dont a profité Trump, loin devant 750 millions pour Hillary Clinton et 321 millions pour Bernie Sanders.

Avec une intuition remarquable, Donald Trump a misé sur le décalage entre la volonté de réforme du Parti républicain et une base exaspérée par 8 années de présidence Obama, pariant sur la mobilisation d'un électorat blanc, populaire, en sentiment de déclassement. Quelques épisodes auraient pourtant dû alerter les observateurs du potentiel populiste de la campagne 2016, qui fut d'ailleurs marquée également par le succès du socialiste Bernie Sanders face à Hillary Clinton lors de la primaire démocrate, avec 23 Etats remportés.

Tout d'abord l'émergence, spontanée – du moins sans leader naturel – du mouvement Tea Party au sein du Parti républicain a signalé une radicalisation de la base du Parti contre les dirigeants républicains traditionnels, accusés de céder trop facilement à une culture de compromis avec le président Obama. A partir de 2009, ce mouvement *grassroots*, militant contre le plan de sauvetage des banques suite à la crise financière, contre la dette, la couverture médicale universelle et pour la réduction des impôts a pris une importance croissante au sein du Parti. Des étoiles montantes, comme le jeune sénateur du Texas, Ted Cruz, ont tenté de s'y ancrer en rejetant toute coopération avec le président Obama au Sénat, provoquant de la sorte la fermeture (*shutdown*) du gouvernement fédéral en 2013. La rébellion n'était pas terminée et les élites du parti, malgré une posture d'opposition systématique au président Obama, ne parvinrent à la canaliser.

En juin 2014, Eric Cantor, le président de la majorité républicaine à la Chambre des Représentants, perd, à la stupéfaction générale, la primaire dans son district de Virginie contre Dave Brett, un professeur soutenu par le Tea Party, ayant fait campagne sur le thème quasi exclusif de l'immigration. Les sondages donnaient une avance de 30 points à Cantor, une des stars du Parti républicain, qui avait dépensé près de 40 fois plus que son adversaire. La victoire de Brett avec 55,5% des voix fut qualifiée d'une « *des plus grandes surprises politiques des temps modernes* ».

L'année suivante, en septembre 2015, c'est au tour du président de la Chambre des Représentants, John Boehner, de perdre son poste suite à

(17) Nicholas CONFESSORE / Karen YOURISH, « 2 billion worth of free media for Donald Trump », *New York Times*, 15 mars 2016.

la pression du Freedom Caucus, un groupe de 38 représentants proches du Tea Party. Certes, son successeur réticent, Paul Ryan, ancien candidat à la vice-présidence de Mitt Romney en 2012, est aussi un représentant de la branche traditionnelle du Parti républicain. Dans la continuité de son mentor, Jack Kemp (1935-2009), ou plus généralement de la fameuse coalition Reagan, Ryan est un conservateur libre-échangiste, prônant des solutions privées, reposant sur le marché, pour répondre aux enjeux sociaux du pays, comme la réforme du système d'assurance maladie. Malgré la victoire de Ryan, le remplacement inattendu de Boehner, comme l'échec de Cantor avant lui, démontrait la contestation croissante de l'orthodoxie républicaine, à la fois sur le plan de l'idéologie et des méthodes. Il est même possible de remonter plus loin : la candidature de Mitt Romney s'imposa en 2012 malgré l'absence d'enthousiasme de la base, qui lui préféra initialement une succession de candidats plus ou moins loufoques (Michele Bachmann, Herman Cain, Newt Gingrich) avant de se résoudre à soutenir Romney par défaut.

UN MESSAGE POPULISTE POUR L'AMÉRIQUE :
UN RÉFÉRENDUM CONTRE LE *STATU QUO*

Au-delà du seul Parti républicain, Trump a su exploiter le désamour croissant d'une partie de la population américaine vis-à-vis des élites du pays, en en faisant véritablement le pilier de sa campagne face à Hillary Clinton. En effet, les sondages de l'institut Gallup (18) montrent un rejet historiquement haut des médias et du personnel politique. En 2014 par exemple, seuls 40% du public avaient confiance en la capacité des médias de relayer l'information de façon « *complète, équitable et correcte* ». Chez les Républicains, le nombre chutait à 27%. La classe politique n'est pas exempte de ce rejet, bien au contraire. En novembre 2016, 74% des Américains avaient une opinion défavorable du Congrès (19). Trump joua de ces tendances avec un talent certain, monopolisant l'espace médiatique en provoquant polémique après polémique, retournant des journalistes impopulaires contre lui, complices involontaires de sa mise en scène victimaire. Conseillé par Steve Bannon, les derniers discours prendront même une tonalité conspirationniste, que d'aucuns qualifieront d'antisémite, dénonçant l'emprise d'une minorité hors sol contrôlant les médias et les banques contre les intérêts du peuple américain. Le dernier clip de campagne, « Donald Trump's argument for America », édifiant, montre les visages du philanthrope George Soros et de la présidente de la Réserve fédérale Janet Yellen, accompagnés de la voix de Trump attaquant les « *intérêts privés globaux* » (« *global special interests* »). Face à ces élites,

(18) « America's trust in mass media sinks to new low », *Gallup*, 14 sept. 2016.

(19) « Congress and the public: Gallup historical trends », disponible sur le site Internet www.gallup.com/poll/1600/congress-public.aspx.

Trump joue le ressentiment du peuple, dans une tradition populiste visant à se faire le portevoix d'un peuple uni et spolié (20).

Des sociologues comme Charles Murray, du *think tank* conservateur American Enterprise Institute (21), avaient mis en garde contre ce sentiment de décrochage culturel et économique de la classe moyenne blanche : « *Le Trumpisme est l'expression d'une colère légitime [...] C'est le résultat d'un processus en cours depuis un demi-siècle : le désinvestissement par l'Amérique de son identité nationale historique* » (22). Murray distingue un « *credo américain* » autrefois partagé par les élites comme les classes moyennes : l'égalitarisme, la liberté, l'individualisme se traduisant concrètement dans la liberté d'expression, l'entrepreneuriat, la décentralisation, etc. Or les dernières décennies ont vu se creuser un décalage croissant entre classes populaires et élites qui définissent les valeurs et référents culturels du pays, introduisant un phénomène de conscience de classe inédit dans le pays jusqu'alors. Ainsi, les hommes trentenaires et quadragénaires des classes populaires ont vu leur participation dans la population active diminuer de 96% en 1968 à 79% en 2015. La proportion d'hommes mariés dans ces catégories est passée de 86% à 52% au cours de la même période. A cet égard, les bonnes statistiques du chômage (4,7%) masquent une réalité contrastée depuis la Grande Récession. Les Etats-Unis sont ainsi le troisième pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) avec la participation d'hommes dans le marché du travail la plus faible (après Israël et l'Italie) (23), un décrochage explicable principalement par la faiblesse des niveaux de diplôme et l'érosion de l'offre d'emplois peu qualifiés. Les inégalités, en croissance depuis les années 1970, seraient aujourd'hui à leur plus haut niveau depuis 1928. La reprise depuis la crise fut notamment très inégalement répartie. Selon une étude de l'Université de Berkeley (24), entre 2009 et 2012, le revenu moyen a augmenté de 6% dans le pays, mais de 31,4% pour les 1% les plus riches et seulement de 0,4% pour les 99% restants. Sur le plus long terme, entre 1993 et 2012, les « 1% » ont profité d'une augmentation de revenus de 86,1% contre 6,6% pour les 99% restants.

A ces réalités économiques s'ajoutent un phénomène culturel. Comme le note Murray (25) : « *les sujets de conversations dans les dîners des élites n'ont aucun rapport avec ceux de l'Amérique moyenne (mainstream). Les membres de la nouvelle classe supérieure sont rarement attirés par les films, séries TV ou la musique qui sont populaires dans l'Amérique moyenne. Ils*

(20) Un discours typique des rhétoriques populistes analysées par Jan-Werner MULLER, *What Is Populism*, University of Pennsylvania Press, 2016.

(21) Charles MURRAY, *Coming Apart: the State of White America, 1960-2010*, Crown Forum, 2012.

(22) Charles MURRAY, « Trump's America », *Wall Street Journal*, 12 fév. 2016.

(23) Sandra BLACK / Jason FURMAN / Emma RACKSTRAW / Nirupama RAO, « The long-term decline in US prime-age male labour force participation », *CEPR's Policy Portal*, juil. 2016.

(24) Emmanuel SAEZ, « Striking it richer: the evolution of top incomes in the United States (updated with 2012 preliminary estimates) », University of California, Berkeley, 3 sept. 2013.

(25) Charles MURRAY, « Trump's America », *op. cit.*

ont une culture distincte dans leur alimentation, les habitudes de santé, leurs méthodes d'éducation des enfants, leurs vacances, les livres qu'ils lisent, les sites qu'ils consultent et même les bières qu'ils boivent. » Dans un pays en mutation économique et à la démographie changeante – un phénomène probablement rendu plus visible par l'arrivée d'un noir à la Maison-Blanche –, une demande de protection économique se conjugue à une exigence de cohésion culturelle et linguistique. L'Amérique de Trump serait la revanche de « l'Amérique qui en a assez d'appuyer sur 1 pour parler anglais et qui se demande quand l'expression 'homme blanc' est devenue une accusation plutôt qu'une description », selon l'éditorialiste républicain anti-Trump David Frum (26). S'il est permis de mépriser les inquiétudes ou habitudes culturelles des classes populaires blanches – en utilisant des termes comme « redneck » ou « white trash » –, le « politiquement correct », cible favorite des discours de Trump, empêche d'en faire de même pour les minorités communautaires ou sexuelles.

L'auteur du *Choc des civilisations*, Samuel Huntington avait mis en exergue ce même phénomène dans son dernier ouvrage, dont la réception fut controversée, sur l'identité nationale américaine et l'immigration hispanique en 2004, *Who are We ?* (27). Selon Huntington, « les vues du grand public sur la question de l'identité nationale diffèrent de façon significative de celles de nombreuses élites. Le grand public, globalement, se préoccupe de sa sécurité physique comme sociétale, ce qui inclut la préservation, avec un degré acceptable d'évolution, de traditions linguistiques, culturelles, d'association, de religion, d'identité nationale. Pour de nombreuses élites, ces préoccupations sont secondaires comparées à la participation dans une économie globale, au soutien au commerce international et aux flux migratoires, au renforcement des institutions internationales, à la promotion des valeurs américaines à l'étranger et à l'expression d'identités et de cultures minoritaires sur le territoire national. Le véritable clivage entre les élites et le public n'est pas entre isolationnisme et internationalisme mais entre nationalisme et cosmopolitisme. » (28)

Ce décalage entre les États des côtes et les États qu'on survole (*flyover States*) – parfaitement exprimé dans les résultats des votes – fut l'objet d'un intérêt considérable dans le débat public américain en 2016. En témoigne par exemple le succès du livre *Hillbilly Elegy* (29) de J. D. Vance, arrivé en tête des ventes du prestigieux classement du *New York Times*. L'auteur, un jeune trentenaire diplômé de la Yale Law School raconte son enfance dans les Appalaches, dans une famille pauvre de l'Ohio, entre violence, drogue et décrochage économique. Si le livre se fait le portevoix d'une culture blanche

(26) David FRUM, « The great Republican revolt », *The Atlantic*, janv. 2016.

(27) Samuel P. HUNTINGTON, *Who Are We? The Challenges to America's National Identity*, Simon & Schuster, 2004.

(28) Samuel P. HUNTINGTON, « Dead souls: the denationalization of the American elite », *The National Interest*, mars 2004.

(29) J. D. VANCE, *Hillbilly Elegy. A Memoir of Family and Culture in Crisis*, Harper, 2016.

hillbilly méprisée par le reste du pays, Vance est loin de faire l'éloge du programme de Trump. En conservateur plus traditionnel, il déplore le déclin des valeurs familiales liées au christianisme et d'une éthique de travail qui expliquerait, plus que l'automatisation ou les délocalisations, le décrochage économique de ces régions. Passé par l'armée, bon père de famille, J. D. Vance profite naturellement de l'ouvrage pour son propre *storytelling*, présageant vraisemblablement d'une carrière politique. Cependant, la réception du livre démontre la prise de conscience d'un sujet largement ignoré des médias traditionnels avant le succès de la campagne de Trump. Mélangeant protectionnisme économique (renégociation des accords de libre-échange) et nativisme culturel (interdiction de l'entrée des Musulmans, mur à la frontière avec le Mexique), la campagne de Trump a cherché, aussi bien durant la primaire que lors de l'élection générale, à capter la frustration de cet électorat.

Il est ainsi inexact de penser que l'impopularité et les scandales d'Hillary Clinton et une tendance naturelle à l'alternance après 8 ans de Démocrates au pouvoir auraient permis automatiquement à d'autres Républicains (comme Rubio ou Kasich) de reconquérir la Maison-Blanche avec plus d'aise, comme il fut souvent suggéré pendant la campagne. Les opposants à Trump au sein du Parti républicain mobilisaient généralement deux types d'argumentations.

Le premier, d'ordre idéologique, celui des *Never Trump* concentrés à Washington et New York, consistait à reprocher à Trump de ne pas être un véritable conservateur en raison de son anti-intellectualisme, son absence d'intérêt – et ses palinodies – sur les questions de mœurs et sa répugnance à remettre en cause les programmes publics de sécurité sociale comme Medicare ou Medicaid (*entitlements*). Le magazine *National Review*, cœur intellectuel du conservatisme reaganien, a par exemple consacré un numéro entier en février 2016 (30) à l'opposition à Donald Trump, rassemblant une vingtaine d'essais d'intellectuels conservateurs de toutes tendances. Les néoconservateurs, comme Robert Kagan (31) ou Max Boot (32), reprochèrent quant à eux à Trump son isolationnisme, sa fascination pour les hommes forts – il a fait les éloges de Saddam Hussein ou Vladimir Poutine durant la campagne – et sa remise en cause de la mission internationale des Etats-Unis au profit d'un nationalisme unilatéral et replié sur la sécurité intérieure. Trump a montré un mépris transparent envers les piliers de l'orthodoxie conservatrice, rejetant souvent le qualificatif lui-même, prouvant d'ailleurs que les électeurs étaient moins idéologiques que leurs dirigeants ou plus attachés à la recherche d'un dirigeant fort. 81% des chrétiens évangéliques se sont ainsi mobilisés pour soutenir un candidat

(30) « Against Trump », *National Review*, 21 janv. 2016.

(31) Robert KAGAN, « There is something very wrong with Donald Trump », *Washington Post*, 1^{er} août 2016.

(32) Max BOOT, « How the stupid party created Trump », *New York Times*, 31 juil. 2016.

divorcé à trois reprises dont les scandales et infidélités ont éclaboussé la campagne.

Un second argument souvent avancé par les Républicains s'opposant à Trump était son incapacité présumée à remporter l'élection (33), en particulier en raison d'un discours clivant, jugé sexiste ou raciste, qui aliénerait les électors féminins ou les minorités, en particulier hispaniques. Or le résultat du 8 novembre démontre, en partie, la justesse du pari électoral de Trump. Au-delà des victoires dans les *swings states*, comme la Floride ou l'Ohio, Trump a percé le « mur bleu » de la coalition démocrate, en remportant des Etats juges impénétrables pour un Républicain, dans lesquels ses rivaux n'auraient certainement pas été compétitifs comme le Michigan et la Pennsylvanie – systématiquement remportés par les Démocrates depuis 1992 – ou le Wisconsin – *idem* depuis 1988 – dans la « ceinture industrielle ». Ces Etats paraissaient tellement acquis aux Démocrates qu'Hillary Clinton ne s'est jamais rendue au Wisconsin durant la campagne, tandis qu'ont été dépensés, sans résultat, des fonds dans des Etats comme l'Arizona ou la Géorgie, espérant perturber les Républicains au sein de leur base. La mobilisation d'une population blanche faiblement diplômée, combinée à la faible participation électorale de Démocrates manquant d'enthousiasme, ont permis à Donald Trump de l'emporter dans ces Etats qu'aucun stratège du Parti républicain n'aurait osé viser 18 mois plus tôt. Comme l'indique une étude du *Washington Post* : dans le Michigan, Clinton a obtenu 13% de voix de moins qu'Obama, Trump 7% de plus que Romney ; en Pennsylvanie, Clinton a obtenu 5% de moins qu'Obama, Trump 9% de plus que Romney ; dans le Wisconsin, Clinton a obtenu 15% de voix de moins qu'Obama, et Trump a fait légèrement moins bien que Romney, dans cet Etat qui était celui du candidat à la vice-présidence du ticket républicain de 2012 (34). En 2016, les électeurs blancs sans diplôme universitaire ont voté républicain avec une majorité de 3 points, contrairement à 26 points en 2012.

Au-delà de sa base électorale, le résultat de Trump surprend aussi chez les minorités et les femmes, piliers démographiques de la « majorité démocrate émergente » qui devait rendre la Maison-Blanche structurellement inaccessible aux Républicains à long terme, sauf à modifier profondément leurs discours à destination de ceux-ci. Si les Hispaniques ont largement voté pour Clinton (65-29), la marge est néanmoins plus réduite qu'en 2012 (71-27). 41% des femmes quant à elles, dont 53% des femmes blanches, ont soutenu Donald Trump. Ces résultats, en décalage avec la plupart des analyses précédant le vote, démontrent les limites de l'*identity politics* qui a motivé une grande partie du discours des Démocrates durant la campagne,

(33) Steven SHEPARD, « GOP insiders : Trump can't win », *Politico*, 12 août 2016.

(34) Philip BUMP, « Hillary Clinton's campaign was crippled by voters who stayed home », *Washington Post*, 9 nov. 2016.

Enfin, un autre candidat républicain aurait-il pu exploiter avec la même habileté les faiblesses inhérentes à la campagne d'Hillary Clinton ? Cette dernière fut prise en étau entre un électorat exigeant le changement – 40% des électeurs déclareront avoir voté en priorité pour le changement le jour de l'élection – et la volonté d'assumer le bilan de Barack Obama, toujours très populaire, en particulier chez l'électorat démocrate, d'où une relative incapacité à imposer ses thèmes durant la campagne, en dépit de sa maîtrise des dossiers. Par ailleurs, la personnalité clivante d'Hillary Clinton, son appartenance à la classe politique américaine depuis trois décennies, étaient des cibles plus naturelles pour un *outsider* comme Trump, capable de proclamer son indépendance à l'égard des grands donateurs, que pour un homme politique de carrière.

PARANOÏA, *POST-TRUTH*, NOUVEAUX MÉDIAS

« *Les erreurs pouvaient désormais être produites en masse [...] L'exposition à de nouvelles idées entraînait des phénomènes de confusion de masse. La quantité d'information augmentait beaucoup plus rapidement que notre capacité à l'utiliser ou à distinguer les informations utiles des mensonges. Paradoxalement, la conséquence d'avoir accès à tant de savoir partagé fut l'accroissement de l'isolement sur des lignes nationales et religieuses. Le raccourci instinctif que nous prenons quand nous avons 'trop d'information' est de l'appréhender de façon sélective, en choisissant les parties que nous aimons et en ignorant le reste, créant des alliés en ceux qui font les mêmes choix, des ennemis des autres.* » C'est ainsi que le statisticien Nate Silver décrit l'impact de la révolution de l'imprimerie au milieu du XV^e siècle, suivie d'un siècle et demi de guerres de religions, dans *The Signal and the Noise* (35).

Au-delà des batailles partisans et des calculs démographiques, la campagne de 2016 fut aussi le point culminant d'une démocratie largement polarisée, où la nature même de l'information prête à débats partisans. La combinaison des chaînes d'informations en continu, des réseaux sociaux et de nouveaux médias en ligne a multiplié les sources d'information. Submergés de données contradictoires, les consommateurs d'informations se réfugient vers des sources confortant leur biais initial, s'enfermant dans de véritables bulles hermétiques, d'où le succès du site Breitbart ou de Fox News pour les Républicains ou de MSNBC pour les Démocrates. Il y a seulement 30 ans, les électeurs des deux camps auraient regardé le même journal télévisé. Aujourd'hui, les médias ou moteurs en ligne personnalisent leur offre, renforçant la polarisation du débat politique. Cette multiplication de sources permet aussi de populariser les théories du complot, d'offrir des explications alternatives à chaque événement, s'alimentant, et amplifiant,

(35) Nate SILVER, *The Signal and the Noise*, Penguin Books, 2012, p. 8.

la méfiance et le rejet des médias traditionnels. Selon le site BuzzFeed (36), plus de fausses informations que d'articles de médias traditionnels ont été partagées sur Facebook dans les trois derniers mois de la campagne.

Star de la télé-réalité, Donald Trump a parfaitement exploité ce phénomène en faisant voler en éclats les codes traditionnels de la campagne électorale. Jouant de la défiance des électeurs vis-à-vis des médias et des dirigeants politiques, ses discours de campagne relevaient presque autant du commentaire *meta*, de la déconstruction du processus que du discours classique. Chaque *meeting* de campagne commençait par une longue énonciation des sondages positifs, suivie de commentaires de ses propres méthodes de campagne parfois d'un cynisme aussi désarmant que transparent. « *I'm doing it to win !* ». « *He tells it like it is* », répondent ses partisans, conquis par l'impression de découvrir les coulisses de campagne. Son compte Twitter, qu'il manipule seul et sans filtre, lui permet de communiquer en direct avec plus de 20 millions de personnes et de remettre en cause l'intermédiation médiatique. Il n'hésite pas à y attaquer directement les médias, déplorant la couverture du « *failing* » – en échec – *New York Times*, voire les journalistes personnellement, comme la présentatrice de Fox News Megyn Kelly. A peine élu, il remet en cause les faits les plus vérifiables comme lorsqu'il affirma que son investiture avait rassemblé un public plus large que celle d'Obama en 2008, alors que les photos prouvaient aisément le contraire.

Le journaliste Peter Pomerantsev, expert des méthodes de désinformation et propagande russe, a analysé ce phénomène dans son ouvrage *Nothing is True and Everything is Possible* (37). Selon l'auteur, la propagande post-moderne promue par des médias officiels russes comme *Russia Today* ne vise pas à proposer une vision alternative de la réalité, comme aurait pu le faire un système totalitaire classique, mais à éroder la notion même de faits : « *le but est de susciter la confusion sur le statut même de la vérité* » (38). Après le crash du vol MH17 en Ukraine, abattu par des rebelles armés par la Russie par exemple, la chaîne RT a proposé non pas une, mais de nombreuses théories alternatives, allant jusqu'à suggérer que les Américains seraient responsables de la disparition du vol MH370 de Malaysia Airlines, avion dont on avait perdu la trace quelque temps auparavant, afin de pouvoir monter ce scénario en Ukraine (39). Plus rien n'est sûr, tout est politique.

(36) Craig SILVERMAN, « This analysis shows how viral fake election news stories outperformed real news on Facebook », *BuzzFeed*, 16 nov. 2016, disponible sur le site Internet www.buzzfeed.com/craigsilverman/viral-fake-election-news-outperformed-real-news-on-facebook?utm_term=.mplJePzZOR#.vq4Xp4w5al.

(37) Peter POMERANTSEV, *Nothing is True and Everything is Possible: the Surreal Heart of the New Russia*, Public Affairs, 2015.

(38) Peter POMERANTSEV, « Inside the Kremlin's hall of mirrors », *The Guardian*, 9 avr. 2015, disponible sur le site Internet www.theguardian.com/news/2015/apr/09/kremlin-hall-of-mirrors-military-information-psychology.

(39) Julia IOFFE, « Why Russia's alternate history of crash Malaysia Airlines flight 17 matters », *The New York Times Magazine*, 13 oct. 2015.

Il ne faut pas oublier que Donald Trump a lui-même des tendances complotistes. Il a démarré sa carrière politique en se saisissant de la théorie des « *birthers* » qui affirme que le président Obama est né au Kenya et a menti sur son certificat de naissance, ce qui, selon une interprétation de la Constitution américaine, le rendrait inéligible. Trump n'a pas hésité à relayer des rumeurs totalement infondées sur la participation du père de Ted Cruz à l'assassinat de John Kennedy ou à répéter durant les *meetings* de primaires que l'Arabie saoudite était responsable des attentats du 11 septembre. Un sondage CNN (40) en 2015 montrait que 20% des Américains croyaient qu'Obama était né à l'étranger, tandis que 43% des Républicains déclaraient que le Président était musulman. Le sénateur républicain de Caroline du Sud Lindsay Graham ira jusqu'à lier le succès de Trump à la prégnance de ces idées conspirationnistes au sein de l'électorat des primaires (41). De façon comparable, suite au malaise d'Hillary Clinton lors des cérémonies du 11 septembre, seuls 45% d'Américains étaient prêts à croire que la candidate démocrate souffrait véritablement de pneumonie – la version officielle –, contre 46% préférant d'autres explications largement disponibles en ligne (42).

Le complotisme n'est pas nouveau dans la culture politique américaine, où il est alimenté par une méfiance historique vis-à-vis du gouvernement fédéral. L'historien Richard J. Hofstadter, dans un article de 1964 (43), remonte aux mouvements antimaçonniques et anticatholiques des XVIII^e et XIX^e siècles, relevant la similitude de leur rhétorique avec celle du sénateur McCarthy dans les années 1950. Le romancier post-moderne Don DeLillo, dont les romans sur l'impact de la peur et de la société de consommation et de spectacle sur la culture américaine prennent une acuité particulière aujourd'hui, voit, lui, dans l'assassinat de Kennedy – qu'il décrit dans *Libra* –, le point de départ de cette paranoïa et perte de confiance dans l'Etat qui anime l'« *oultre-monde* » américain (44).

TRADITION JACKSONIENNE, RÉVOLTE GLOBALE

Personnalité sans précédent dans la vie politique américaine, ayant su exploiter des circonstances particulières, Donald Trump représente-t-il pour autant un phénomène complètement inédit ? Le populisme n'est pas nouveau aux Etats-Unis. Le Sud a produit des dirigeants haut en

(40) Jennifer AGIESTA, « Misperceptions persist about Obama's faith, but aren't so widespread », CNN, 14 sept. 2015.

(41) Caitlin YILEK, « Graham: Trump winning because GOP voters think Obama is a Kenyan-born Muslim », *The Hill*, 12 déc. 2015.

(42) Damien GAYLE, « Voters doubt Clinton's pneumonia explanation, poll shows », *The Guardian*, 13 sept. 2016.

(43) Richard J. HOFSTADTER, « The paranoid style is American politics », *Harper's Magazine*, 1964.

(44) Cf. notamment *White Noise* (1985), *Libra* (1988), *Mao II* (1991) et *Underworld* (1997).

couleur, comme le gouverneur de Louisiane Huey Long (1893-1935) (45) ou le gouverneur de l'Alabama George Wallace (1919-1998), candidat contre les droits civiques en 1968. Ces derniers, auxquels Trump a été parfois comparé, s'inscrivaient dans une tradition sudiste et raciste, imprégné de l'héritage confédéré et d'une méfiance vis-à-vis du Nord, qui n'a que peu de rapport avec le milliardaire du Queens. Au milieu du XIX^e siècle, un influent mouvement anticatholique et anti-immigration, le Know Nothing Party, s'imposa dans le débat politique américain, tandis que la Révolution industrielle, autre période de transition culturelle et économique rapide, a aussi vu émerger des mouvements de contestations, à commencer par le Populist Party et les trois candidatures présidentielles (1896, 1900, 1908) de William Jennings Bryan, orateur brillant, partisan de la démocratie populaire et critique des banques et de l'étalon-or.

Toutefois, c'est probablement dans la figure du président Andrew Jackson, 7^e Président des Etats-Unis, de 1829 à 1837, qu'on retrouve le plus facilement la tradition dans laquelle s'inscrit Donald Trump. L'historien Walter Russel Mead (46), auteur de cette comparaison, distingue quatre écoles politiques américaine. Les Hamiltoniens, attachés au commerce, voient dans la préservation d'une architecture financière internationale la principale mission internationale des Etats-Unis. Les Wilsoniens, attachés eux aussi à la défense d'un ordre libéral international, mettent l'accent sur la promotion de valeurs libérales et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, incarnant une tradition messianique présente dans les deux grands partis : interventionnistes libéraux démocrates comme néoconservateurs républicains. A l'inverse, les Jeffersoniens, qui incluraient, selon Mead, réalistes et libertariens aujourd'hui (comme Rand Paul), définissent les intérêts américains de façon plus étroite. Se méfiant traditionnellement de l'expansion de l'Etat fédéral, ils tendent à considérer la préservation d'un système décentralisée comme préférable aux aventures étrangères.

Les Jacksoniens ont une approche différente : pour eux, « *les Etats-Unis ne sont pas une entité politique créée et définie par un corpus intellectuel inscrit dans les Lumières et orienté vers une mission universelle. Au contraire, les Etats-Unis sont l'Etat nation du peuple américain, leurs intérêts sont avant tout d'ordre intérieur* » (47). Construction d'infrastructures, rejet du communautarisme au profit d'un nationalisme américain, méfiance vis-à-vis de l'Etat fédéral sans pour autant remettre en cause les programmes de sécurité sociale (Medicare, Medicaid), Trump reprend, peut-être sans le savoir, les piliers du jacksonisme.

Trump est-il isolationniste ? Le terme est souvent utilisé mais réducteur. S'il s'oppose à la promotion des droits de l'homme ou à l'interventionnisme

(45) Huey Long fut notamment l'inspiration du célèbre roman de Robert Penn WARREN, *All the King's Men*, Harcourt, 1946.

(46) Cf. notamment Walter Russel MEAD, *Special Providence: American Foreign Policy and How it Changed the World*, Routledge, 2002, pp. 218-264, et « The Jacksonian revolt », *Foreign Affairs*, janv. 2017.

(47) Walter Russel MEAD, « The Jacksonian revolt », *op. cit.*

des néoconservateurs, il promet pour autant de bombarder Daech à l'envi ou encore de réhabiliter la torture. Quand les élites s'autocensurent par pudeur, respect du droit ou des conventions, les Jacksoniens, selon Mead, veulent « *gagner* » à tout prix. « *Nous ne gagnons plus* », répétera Trump tout au long de la campagne. Cette politique du « *XIX^e siècle* » (48), selon le chercheur Thomas Wright, repousse la nécessité de préserver l'ordre libéral international, qui fut pourtant le pilier de la présence internationale des Etats-Unis depuis la Seconde Guerre mondiale. Rejetant le consensus bipartisan des dernières décennies, Trump renoue avec une vision du monde à somme nulle, dans laquelle alliés comme adversaires exploitent la faiblesse des Etats-Unis et la « *stupidité* » de ses dirigeants.

Se présentant en négociateur hors pair, auteur de *The Art of the Deal*, Trump promet de renégocier, au prix fort, les relations entre les Etats-Unis et le reste du monde. Il est important de rappeler que, sur des thèmes comme la critique des accords commerciaux, la dénonciation du rôle de « *passager clandestin* » des alliés européens et asiatiques ou le soutien aux hommes forts, les positions de Trump sont anciennes et constantes comme le montrent des entretiens vieux de plusieurs décennies. Il n'est pas sans ironie de constater d'ailleurs une certaine continuité avec son prédécesseur Barack Obama dans la méfiance vis-à-vis du rôle traditionnel que doivent jouer les Etats-Unis sur la scène internationale. Les deux, en phase avec une part conséquente de l'opinion publique américaine, méprisent ouvertement les experts interventionnistes des *think tanks* de Washington, étaient opposés à la guerre en Iraq et au *nation building* et ne se reconnaissent pas dans la notion d'« *exceptionnalisme* » américain. « *Toutes les nations pensent être exceptionnelles* », avait dit Obama (49). « *Aujourd'hui notre pays a beaucoup de problèmes et je pense que c'est très compliqué pour nous de s'ingérer dans les affaires d'autres pays quand nous ne savons même pas ce que nous faisons chez nous* », répond Trump à une question sur les purges en Turquie (50). C'est paradoxalement à une normalisation du rôle international des Etats-Unis que procède ce nationaliste américain.

Au-delà du phénomène américain, il est impossible de ne pas faire le parallèle avec le succès des mouvements populistes souverainistes en Europe, comme le Front national, Fidesz ou Movimento 5 Stelle (51). En Europe comme aux Etats-Unis, le rapport à la mondialisation, à l'ouverture, au libéralisme structure le débat public, dépassant les clivages traditionnels droite-gauche : extrême gauche comme extrême droite promeuvent protectionnisme, rejet des élites économiques et politiques, tendances autoritaires et alignement sur la Russie de Vladimir Poutine.

(48) Thomas WRIGHT, « Trump's 19th century foreign policy », *Politico*, 20 janv. 2016.

(49) Stephen SCHLESINGER, « Obama: every country is exceptional », *Huffington Post*, 23 sept. 2013.

(50) « Transcript: Donald Trump on NATO, Turkey's coup and the world », *The New York Times*, 21 juil. 2016.

(51) Benjamin HADDAD / Neil ROGASHEVSKY, « Le Donald and Western democracy's populism problem », *Foreign Policy*, 21 août 2015.

« *Sans frontière, nous ne sommes pas un pays* » : l'une des phrases-clefs des discours de Trump aurait facilement pu être utilisée dans les *meetings* pro-Brexit. Le souverainiste anglais Nigel Farage fut d'ailleurs le premier étranger reçu à la Trump Tower après l'élection. Si l'inertie du système bipartisan américain a forcé Trump à se présenter au sein de la primaire du Parti républicain, sa campagne a largement rejeté les deux parties en bloc dans une logique proche du discours « UMPS » du Front national.

Fin des démocraties libérales gestionnaires, retour de l'histoire ? Dans un article remarqué, « La fin de la fin de l'Histoire » (52), le spécialiste de l'Islam politique à la Brookings Institution Shadi Hamid compare, non sans provocation, la victoire de Trump aux nationalismes européens et à l'islamisme au Moyen-Orient : « *ces idéologies peuvent paraître incohérentes ou vides, mais elles répondent toutes à une aspiration de solidarité sociale, ancrant la vie publique dans des identités clairement définies. [...] L'essence de la politique n'est pas principalement l'amélioration de la qualité de vie des citoyens ; c'est de diriger leurs énergies vers des finalités morales, philosophiques ou idéologiques* ».

* *

*

Donald Trump réussira-t-il à réaligner durablement le débat public américain, à redéfinir le rôle international des Etats-Unis ? Son impopularité, les contrepouvoirs législatifs et judiciaires, la mobilisation de la société civile parviendront peut-être à l'encadrer, voire à le faire chuter. Par ailleurs, la réalité risque d'être l'obstacle le plus rude : l'absence de résultats (l'échec des mesures protectionnistes à ramener des emplois par exemple) ou une mauvaise réaction à une crise internationale. Cependant, sa constance idéologique comme son talent politique ont été constamment sous-estimés depuis deux ans. Qu'il échoue ou non, Donald Trump n'est que l'incarnation américaine d'un réalignement plus profond de nos démocraties occidentales. Réalignement idéologique qui remet la question identitaire, la tension entre globalisme et particularisme, au centre du débat politique. Réalignement narratif, dans lequel le monopole des médias traditionnels et des « experts » sera durablement affaibli par la multiplication des sources d'information, où toute information peut être contestable, sujette à politisation. Donald Trump a su se saisir – et accentuer – de ces réalités ignorées ou sous-estimées des élites libérales. Ces dernières devront comprendre ce phénomène si elles veulent y répondre.

(52) Shadi HAMID, « The end of the end of history », *Foreign Policy*, 15 nov. 2016.